

Programme Opérationnel Poitou-Charentes

Section 1 Stratégie

(Partie commune avec les axes FEDER)

1.1.1 bis

L'Union européenne a souhaité que l'initiative « REACT-EU » contribue à une relance économique verte, numérique et résiliente. Pour répondre à ces défis, Nouvelle-Aquitaine disposera d'une enveloppe globale de 211 millions d'euros en s'appuyant sur un diagnostic socio-économique basé sur les rares données disponibles.

Le choc actuel est 3 fois plus violent que la crise de 2008-2009. En Nouvelle-Aquitaine, la baisse trimestrielle de l'emploi privé était ainsi de -0,57% en moyenne contre -1,54% aujourd'hui. Toutes les zones d'emploi de la région sont touchées négativement. Le nombre de chômeurs a bondi en avril 2020 pour atteindre un pic historique de 372 000 (+27 % sur un mois contre +24 % en France métropolitaine). Fin septembre, ce nombre a reculé de 20 % mais reste néanmoins plus élevé qu'avant la crise (+10 %).

La crise sanitaire en stoppant pendant plusieurs mois l'activité des entreprises des principaux secteurs d'activité de la région (Agroalimentaire, Aéronautique, Bois, Tourisme...), a fragilisé leurs moyens financiers. Certains secteurs comme l'agro-alimentaire ont connu des baisses de chiffre d'affaires importantes (fermeture ou réduction significative de la restauration hors foyer, des rayons à la coupe lors du confinement, des exportations), et un équilibre de gestion déstabilisé (Accroissement de l'endettement, hausse des coûts de certains approvisionnements, intégration des surcoûts liés au COVID). La crise a révélé des points de fragilité de certaines entreprises artisanales, commerces et services. Elles ont donc besoin de se renforcer dans la gestion financière et de se « réinventer » dans les domaines porteurs d'enjeux : la relation clients, le e-commerce et plus globalement la transformation numérique, la performance interne ou encore du capital compétence.

La Nouvelle-Aquitaine dispose d'une économie touristique dynamique et diversifiée, région à la plus forte fréquentation touristique, 1er employeur régional avec 140 000 emplois. Elle attire 28 millions de touristes chaque année. Sur la saison estivale 2020, la Nouvelle-Aquitaine a subi une baisse de fréquentation de plus de 26 % par rapport à l'année précédente. Les professionnels ont constaté une baisse de 30% à 40% de leur chiffre et une trésorerie détériorée pour plus des deux tiers des professionnels. L'emploi touristique au cours du deuxième trimestre 2020 a accusé une baisse de 8,9%.

Pour l'enseignement supérieur et la vie étudiante, la conversion massive au cours en distanciel avec la nécessité d'un équipement et d'une connexion, la perte de revenus des étudiants par la fermeture des secteurs économiques pourvoyeurs d'emplois étudiants (restauration, culture, tourisme) a creusé les inégalités et renforcé la précarité.

Pour la recherche, la crise a révélé des tendances importantes ou des nouveaux besoins qui se répercuteront sur le contenu des programmes de recherche (nouveaux matériaux répondant aux impératifs d'hygiène, technologies sans contact, big data, transitions écologiques...).

La pandémie a permis de mesurer l'importance de bénéficier d'infrastructures et de services numériques performants pour la résilience des territoires. Par ailleurs, dans le domaine de la formation médicale ou pour les services de transport, de nouveaux services numériques sont attendus pour rendre un meilleur service à l'ère du Covid-19 à l'utilisateur, apprenant ou voyageur.

La crise sanitaire rappelle le lien de causalité entre des modes de consommation et de production qui génèrent une surexploitation des ressources (naturelles, énergétiques et minérales) dans des pays tiers propices au développement puis à la propagation rapide de zoonose. Des écosystèmes riches et en bonne santé limiteront l'apparition de maladies, en maintenant les barrières biologiques, ou leur propagation au niveau local. Cela suppose de privilégier une adaptation au changement climatique, une reconquête de la biodiversité, ainsi qu'une sobriété, une durabilité des approvisionnements et le développement de l'économie circulaire.

La relance de l'économie et de l'emploi en s'appuyant sur la prise en compte des enjeux numériques et environnementaux

Compte tenu des éléments de diagnostic, les interventions de REACT-EU seront concentrées autour des priorités suivantes :

- Le maintien et la création d'emplois en accompagnant les PME du territoire notamment les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire, par le soutien à des actions d'investissement ou par le biais d'instruments financiers avec du FEDER ou par le financement de formations à destination des demandeurs d'emploi avec du FSE,
- La transition numérique des acteurs privés ou publics,
- La santé tant dans son volet recherche qu'opérationnel (soutien aux EHPAD, maison de santé ...etc.),
- Le « Green deal » qui rejoint la démarche régionale Néo-Terra, feuille de route dédiée à la transition énergétique et écologique dont l'objectif est d'accompagner l'effort de transition en termes énergétique, écologique et agricole à l'horizon 2030.
- L'accompagnement des secteurs particulièrement présents en Nouvelle-Aquitaine et qui ont été très largement impactés par la crise sanitaire

Le soutien des projets d'investissements et d'innovation des PME doit permettre prioritairement d'appuyer la compétitivité des entreprises en leur offrant les conditions les plus favorables au développement de leurs activités, et ainsi préserver l'emploi des salariés. Continuer à investir dans leurs moyens de production et leur politique d'innovation permettra également aux PME régionales de sortir plus rapidement de la crise, et pour certains acteurs industriels de rebondir et de préparer l'avenir (diversification de l'activité, nouvelles opportunités. Des actions visant la relocalisation/sécurisation de certaines productions stratégiques seront également soutenues au titre du soutien aux PME.

Une partie prépondérante des crédits REACT-EU sera concentrée sur cette thématique car elle rassemble des projets identifiés et conformes aux contraintes de calendrier. Les filières les plus impactées par la crise seront priorisées.

Mieux faire réussir nos étudiants, d'une génération connectée, mobile, avec d'autres habitudes d'information et de communication est un enjeu sociétal majeur pour notre territoire. Répondre à leurs attentes en matière de formation à distance est aussi un des moyens de réduire les

inégalités sociales en donnant une accessibilité au savoir. L'enjeu est de permettre le soutien massif à la transformation des espaces d'apprentissage pour modifier en profondeur et durablement les usages.

L'ensemble des actions visant à assurer la transition numérique des acteurs privés et publics est pleinement en phase avec les besoins du territoire.

Le développement de modèles animaux est aujourd'hui d'un intérêt crucial dans une phase post-vague où la compréhension des mécanismes cellulaires est essentielle. Il est donc opportun de renforcer le potentiel des animaleries pour accueillir par exemple les équipes travaillant sur les projets COVID.

Le soutien aux actions au titre de la santé permettra de répondre aux besoins identifiés pendant la crise sanitaire, pour notamment certaines populations : les jeunes et les personnes âgées ou d'accès aux services et aux produits de santé. Pour les structures comme les maisons de santé, elles répondent à des stratégies territoriales locales d'accès aux soins dont le manque a été révélé comme criant pendant la pandémie, et contribueront à réduire les difficultés d'accès aux soins d'une partie de la population régionale. Enfin, le soutien apporté aux EHPAD permettra de préparer les établissements aux futures épidémies en améliorant les conditions de séjour et la protection des résidents.

L'impact de la crise sur les entreprises du tourisme sera massif et durable, et nécessite d'accélérer les pratiques plus durables. La clientèle sera plus exigeante sur la qualité des infrastructures et sur l'hygiène au sein des établissements touristiques et autres lieux de loisirs. Ces enjeux d'adaptation et de compétitivité permettront de maintenir voire de développer l'emploi, notamment sur les territoires ruraux où le tourisme demeure parfois le dernier secteur économique créateur de richesses).

La crise sanitaire a changé le contexte global et les besoins en recrutement sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine. Le capital humain, constitue le socle sur lequel s'appuyer pour le rebond et la réussite des transformations à engager. A ce titre, la formation professionnelle joue un rôle central dans l'évolution des compétences des actifs.

Ainsi l'impact de la crise sur les filières économiques régionales nécessite d'intégrer de nouvelles priorités sectorielles dans le ciblage de l'offre de formation sur les territoires : à partir de nouveaux diagnostics, l'offre régionale de formation visera au-delà des métiers en tension de recrutement, les secteurs en reconversion confrontés à des besoins nouveaux en compétences et les secteurs d'avenir dont l'importance a été accentuée.

Le parcours d'orientation se situe à l'interface des mondes scolaire, étudiant et économique. Les actions favorisant la lisibilité et l'attractivité des métiers seront soutenues. Il s'agira également de faciliter et sécuriser l'orientation des publics notamment vers des formations en alternance afin d'éviter les ruptures de contrat.

1.1.2 = **Tableau 1** justification du choix de l'OT12 REACT-UE

La Banque de France envisage une baisse du PIB français en 2020 de l'ordre 9%. L'arrêt de l'activité depuis plusieurs mois des principaux secteurs de la région (Agro-alimentaire, Industrie, Aéronautique, Bois, Tourisme...), a fragilisé leurs moyens financiers (baisse du CA et de la trésorerie, forte hausse de l'endettement, frais fixe stables ...).

L'activité touristique a été très touchée avec une baisse de 26 % de fréquentation touristique estivale du fait de la baisse de l'offre et de la fréquentation étrangère. En septembre, on a assisté à une baisse conjuguée du tourisme de loisirs et d'affaires avec une baisse de 30% à 40% de chiffre d'affaires pour ce secteur.

Le choc socio-économique est 3 fois plus violent que la crise de 2008. La baisse trimestrielle de l'emploi privé régional est de -1.54% alors qu'elle était de -0.57%. L'ensemble des zones d'emploi régionales sont touchées négativement. Le nombre de demandeurs d'emplois a subi une hausse de 6% par rapport au niveau d'avant mars 2020.

Enfin, les nouvelles restrictions de fin 2020 et actuelles aggravent la situation des secteurs économiques régionaux.

1.2.1 bis

La mobilisation des crédits européens au titre de l'initiative REACT-UE au titre du Programme Opérationnel Poitou-Charentes s'élève à : 51 032 667 € réparti comme suit :

- 43 814 974 € au titre du FEDER
- 7 217 693 € au titre du FSE

Ces crédits sont répartis entre un axe opérationnel et un axe d'assistance technique. Ils représentent 16 % de l'enveloppe totale de ce programme.

L'intervention du FEDER sera concentrée principalement sur le soutien aux PME des secteurs clefs régionaux notamment, afin de favoriser leur rebond et leur compétitivité, mais aussi à l'accompagnement de la transition numérique tant publique que privée, du GREEN DEAL dans ses acceptions énergétique et environnementales, et, enfin, l'appui à des opérations dans les secteurs de la santé et du tourisme.

L'intervention du FSE sera concentrée sur le soutien aux actions de formation des demandeurs d'emploi, à la création d'emplois dans les activités nouvelles générées par la crise notamment, et enfin à l'accompagnement de dispositifs d'orientation, encore plus au cœur du soutien aux jeunes, fortement touchés par les conséquences socio-économiques de la crise de la COVID 19.

SECTION 2. AXES PRIORITAIRES

Coche : axe totalement REACT

2. A Description des axes prioritaires, à l'exclusion de l'assistance technique

2. A.1 : Axe 12 - « Accompagner la relance du territoire néo-aquitain verte, résiliente et numérique »,

2. A.2 : non applicable

2. A 3 : FSE/ Dépenses totales éligibles

2. A 4 .Priorité d'investissement : 12

2. A.5 Objectifs spécifiques correspondant à la priorité d'investissement et résultats escomptés

Numéro : 12.1

Titre OS : « Accompagner la relance du territoire néo-aquitain verte, résiliente et numérique »

L'activité économique des principaux secteurs stoppée, le pic de chômeurs atteint en avril 2020 avec 372 000 chômeurs sans activité, une baisse dans l'emploi privé, la pandémie a révélé l'effet amortisseur de la formation et l'accélération des mutations qui traversent ce secteur notamment avec le déploiement de la formation à distance.

Le recours au FSE doit permettre la relance de l'emploi en s'appuyant sur le développement de formations répondant aux filières identifiées comme prioritaires.

Tableau 4: Indicateurs de résultat

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de base	Année de base	Valeur cible (2023)	Source de la donnée	Fréquence de la donnée
IRREACT01	Nombre d'emplois salariés dans l'industrie, la construction et le tertiaire marchand.	nombre	Non applicable	398 594	2019	398 594	INSEE	trimestrielle

2A.6 Actions à soutenir au titre de la priorité d'investissement

2. A.6.1 Description du type et exemples d'actions à soutenir, ainsi que leur contribution escomptée à la réalisation des objectifs spécifiques, y compris, s'il y a lieu, l'identification des principaux groupes cibles, des territoires spécifiques visés et des types de bénéficiaires

→ Au titre de la formation et de l'emploi, les actions soutenues seront :

- Les actions de formation dans le cadre du Programme Régional de Formation répondant aux diagnostics prospectifs de filières du territoire.
- Les actions d'accompagnement à la transformation des procédés pédagogiques (ingénierie, outils, ressources, professionnalisation des acteurs...).
- L'appui aux initiatives territoriales pour l'emploi et la formation permettant le maintien, l'adaptation des emplois et le développement des compétences dans les territoires impactés par la crise.
- Les actions de soutien à la création d'emploi pour le lancement d'activités nouvelles générées par la crise.

→ Au titre de la promotion de l'alternance, les actions soutenues seront :

- Les actions visant à conforter les effectifs d'apprentis dans le contexte de crise et à poursuivre le développement de l'alternance (soutien aux apprentis, aux établissements ou aux entreprises..).

→ Au titre du développement de l'orientation, les actions soutenues seront :

- Les actions d'accompagnement des publics jeunes visant la remobilisation vers la formation et/ou l'emploi.
- Les actions visant la promotion des formations et des métiers à travers l'information, le conseil et l'accompagnement des groupes cibles.
- Les dispositifs de coordination et de développement des actions partenariales visant à répondre à une meilleure structuration des réseaux d'orientation sur le territoire.

❖ Les groupes cibles :

Jeunes, demandeurs d'emploi ou en recherche d'emploi notamment public déjà qualifiés, en reconversion suite à la crise sanitaire, salariés, seniors, actifs, inactifs, professionnels des organismes et structures de l'orientation et de la formation tout au long de la vie, les personnes en contrats aidés.

❖ Les types de bénéficiaires :

Collectivités publiques et leurs groupements, organismes consulaires et établissements publics, organismes de formation, centre de formation des apprentis, structures d'accompagnement à la création, groupement d'employeurs, GIP, entreprises, associations, établissements d'enseignement secondaire ou supérieur, acteurs de l'orientation, consortium d'acteurs sur un territoire, entreprises...

2. A.6.2 Principes directeurs régissant la sélection des opérations : (5000 caractères)

Les opérations soutenues seront appréciées au regard de :

- L'anticipation et la préparation de la transition entre la formation et l'accès à l'emploi pour accélérer et sécuriser l'insertion professionnelle suite à la crise sanitaire,
- La recherche d'innovations visant à dépasser les difficultés d'apprentissage, pour les publics spécifiques en particulier, et à favoriser l'accès aux ressources pédagogiques en tous points du territoire régional,
- La fluidité des parcours par une coordination des fonctions d'information, d'orientation, d'accompagnement et de formation qui jalonnent les parcours de qualification,
- La prise en compte des principes horizontaux suivants : égalité des chances, non-discrimination, égalité entre les hommes et les femmes, et développement durable.

Ces principes directeurs ne sont pas cumulatifs.

2. A.6.3 Instruments financiers

Utilisation prévue des instruments financiers : NON

2. A.6.4 Grands projets :

Aucun grand projet n'est envisagé.

Tableau 5 indicateurs de réalisation

Identificateur	Indicateur (nom de l'indicateur)	Unité de mesure	Valeur cible (2023) (facultatif)			Source des données
			M	F	T	
CO01	Chômeurs y compris les chômeurs de longue durée	Participants			862	MDNA

2. A.7 Innovation sociale, coopération transnationale et contribution aux objectifs thématiques de 1 à 7

Innovation sociale :

Le recours au FSE dans le cadre de la formation professionnelle tout au long de la vie doit participer à l'innovation sociale en ce qu'il contribue à l'émergence de modalités innovantes pour faire accéder à la formation et à la qualification des personnes qui en sont éloignées tels que les personnes en recherche d'emploi suite à la crise sanitaire ou encore les jeunes décrocheurs.

Il conviendra par conséquent de renforcer le lien entre la formation et l'emploi à travers à la fois la promotion des métiers et des filières, du conseil et le soutien à des initiatives expérimentales sur les territoires.

Les modalités de dispense de la formation devront continuer à se développer en facilitant les évolutions didactiques, pédagogiques et numériques considérant que l'action de formation de demain sera hybride avec des actions de formation en présentiel et des actions de formation à distance. L'objectif étant que l'adaptation de l'appareil de formation puisse répondre aux besoins et lever les freins des publics désireux de s'engager dans ces parcours.

Coopération transnationale :

Non concernée.

Contribution à la réalisation des objectifs thématiques n° 1 à 7

2. A.8 non applicable

2. A.9 Catégories d'intervention :

Tableau 7 : Dimension 1 - Domaine d'intervention

Axe prioritaire 12		Accompagner la relance du territoire néo-aquitain verte, résiliente et numérique	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FSE	<i>non applicable</i>	104	1 385 797
FSE	<i>non applicable</i>	117	5 543 188

Tableau 8 : Dimension 2 - Forme de financement

Axe prioritaire 12		Accompagner la relance du territoire néo-aquitain verte, résiliente et numérique	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FSE	<i>non applicable</i>	01. Subvention non remboursable	6 928 985 €

Tableau 9 : Type de territoire

Axe prioritaire 12		Accompagner la relance du territoire néo-aquitain verte, résiliente et numérique	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FSE	<i>non applicable</i>	07. Sans objet	6 928 985 €

Tableau 10 : Dimension 4 - Mécanismes de mise en œuvre territoriale

Axe prioritaire 12		Accompagner la relance du territoire néo-aquitain verte, résiliente et numérique	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FSE	<i>non applicable</i>	07. Sans objet	6 928 985 €

Tableau 11 : Dimension 6 - Thème secondaire du FSE

Axe prioritaire 12		Accompagner la relance du territoire néo-aquitain verte, résiliente et numérique	
Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FSE	<i>non applicable</i>	08. Sans objet	6 928 985 €

2. A.10 non applicable

2. B Description des axes prioritaires de l'assistance technique

2. B1 : Titre : *Assistance technique FSE REACT-UE*

2. B.2 Justification *non applicable*

2. B.3 Fonds : *FSE/ Dépenses totales éligibles-*

2. B.4 Titre de l'OS : *Garantir la mobilisation des crédits REACT-UE*

L'initiative REACT-UE qui abonde le Programme Opérationnel FEDER-FSE représente un défi pour l'Autorité de gestion : sélectionner et payer des nouvelles opérations en moins de 3 ans, tout en menant à bien la fin de gestion des crédits initiaux et la clôture du programme. La mobilisation de crédits d'assistance technique constitue un moyen majeur de réussite de ce défi.

2. B.5 Indicateurs de résultat

Objectif spécifique 14.1		Assistance technique FSE REACT-UE						
Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IRAT2	Taux de programmation	%	En transition	0	2021	100	AG	Annuelle 2022, 2023)

2. B. 6.1 Actions à soutenir :

Les actions qui seront soutenues au titre de cet objectif stratégique seront :

- Des actions visant à renforcer les moyens administratifs (humains et matériels) pour la mise en œuvre du programme, comme la rémunération des personnels dédiés, le recours à des prestataires externes pour certaines missions, ou encore la prise en charge des frais de fonctionnement et des coûts techniques des différentes structures impliquées dans la mise en œuvre programme
- Des actions visant la préparation, l'animation interne et externe, la communication, l'évaluation, ou encore la gestion et le suivi du programme
- Des actions visant à appuyer la mise en œuvre et la réalisation des différents types de contrôles des fonds européens.

2. B.6.2 Indicateurs de réalisation

Axe prioritaire 14		Assistance technique FSE REACT-UE				
Identificateur	Indicateur (nom de l'indicateur)	Unité de mesure	Valeur cible (2023) (facultatif)			Source des données
			M	F	T	

35	Nombre de dossiers instruits	dossiers instruits			14	MNDA
----	------------------------------	--------------------	--	--	----	------

2. B.7 Catégories d'intervention

Tableau 14: Dimension 1 - Domaine d'intervention

Fonds	Code	Montant en €
FSE	121. Préparation, mise en œuvre, suivi et contrôle	173 225 €
	122. Évaluation et études	72 177 €
	123. Information et communication	43 306 €

Tableau 15: Dimension 2 - Forme de financement

Axe prioritaire 14	Assistance technique FSE REACT-UE	
Fonds	Code	Montant en €
FSE	01. Subvention non remboursable	288 708 €

Tableau 16: Dimension 3 -Type de territoire

Axe prioritaire 14	Assistance technique FSE REACT-UE	
Fonds	Code	Montant en €
FSE	07. Sans objet	288 708 €

Section 3 : Plan de financement

(Parties communes avec les axes FEDER)

Tableau 17 : cf. annexe 17

Tableau 18 a : cf. annexe 18a

Tableau 18 b IEJ : il ne change pas.

Tableau 18 c : automatique

Tableau 19 : pas à modifier.

Les Sections 4, 5, 6, 9, 10, 11 et 12 Pas de modification

Section 7

L'Autorité de gestion a présenté le dispositif REACT-EU au partenariat dès sa parution lors de réunions, de comités de suivis ou d'informations écrites afin de faire remonter des typologies d'opérations que le partenariat jugerait en lien avec la crise. La proposition de modification du programme est soumise à approbation du comité de suivi qui sera informé de sa mise en œuvre et consulté pour toute évolution »

Section 8 : Coordination entre les fonds

L'autorité de gestion s'est appuyée sur le règlement pour déterminer ce qui relève du FEDER

ou du FSE. Entre le PON FSE et le PO régional : les opérations éligibles dans ces 2 programmes au titre de REACT veilleront à respecter les lignes de partage initiales fondées sur les compétences de chacune des autorités de gestion. Les lignes de partage initialement définies entre le FEADER et le FEDER 2014-2020 seront utilisés dans le cadre de REACT-UE et du FEADER relance et Transition.

Entre les axes REACT-EU et le Programme Nouvelle-Aquitaine 21-27 : L'autorité de gestion entend utiliser les crédits REACT-EU pour les actions qui visent à réparer les conséquences de la crise sanitaire et économique et à préparer la reprise. Les crédits FEDER FSE+ 21-27 seront utilisés dans une logique de consolidation des actions menées par REACT.

Enfin, entre les REACT-EU et l'aide du plan de relance nationale cofinancé par les fonds du FRR : il faut noter que l'ANCT, autorité coordinatrice en France des fonds européens, prépare un guide relatif à l'articulation entre les différents fonds (REACT-FRR) (identification des thématiques, proposition de lignes de partage). Ce guide proposera des lignes de partages temporelles, thématiques ou encore géographiques. Pour les thématiques identifiées et identifiables à ce jour à travers ce guide (par ex : recyclage des friches, rénovation énergétique des bâtiments publics et logements sociaux, Territoires d'industrie, numérisation des commerces, recyclage et valorisation des déchets..), l'Autorité de gestion veillera dossier par dossier, à analyser la nature du cofinancement de l'Etat. L'Autorité de gestion recherchera un taux d'intervention maximal afin de limiter le nombre de cofinanceurs publics par dossier et donc le risque de double financement avec la FRR. Des contacts réguliers avec les services de l'Etat en région, dans la mesure où ils seraient identifiés comme les services disposant des informations adéquates, viendront compléter le système.